

## **La participation comme levier des transitions ? Quelques chemins d'empowerment écologique.**

Alex Roy, Chargé de mission mobilisation des acteurs à la DREAL BFC et chercheur associé au laboratoire Environnement Ville Société.

La transition écologique est une évolution, certains disent même une révolution, vers un nouveau modèle économique et social qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux. D'un point de vue global, il s'agit d'un changement de modèle et d'un point de vue individuel, cela implique des changements de pratiques ancrées dans des habitudes et des routines.

Pour que les citoyens changent leurs pratiques, cela nécessite qu'ils se sentent concernés par les problèmes environnementaux et développent une volonté d'y remédier. Ceci peut alors déboucher sur un engagement dans des collectifs citoyens, des associations ou un engagement militant d'interpellation des pouvoirs publics. C'est ce que nous pouvons dénommer comme des initiatives de transition.

La transition écologique est favorisée par la démultiplication de ces différentes volontés et initiatives. C'est pour cette raison que la DREAL, les chercheurs de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon et l'association In'TerreActiV ont souhaité organiser une rencontre à Vandoncourt sur le thème de la participation citoyenne. Est-ce qu'il s'agit d'un levier d'émergence d'initiatives de transition socio-écologique, et comment ? Je précise socio-écologique, car notre volonté est également de décloisonner le secteur social et écologique pour envisager des chantiers d'action communs entre la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le réchauffement climatique.

### **La participation citoyenne institutionnelle**

Je vais d'abord revenir sur les origines du concept de la démocratie participative. Celui-ci se développe dans un courant de pensée dans les années 1960 aux États-Unis, notamment dans les travaux de Carole Pateman, une politologue américaine. Tout part de l'idée de lutter contre la supposée apathie des « citoyens ordinaires », c'est-à-dire le désintérêt aux affaires publiques en favorisant de manière massive l'implication des citoyens dans la vie politique, et cela jusque dans le processus de prise de décision. Au départ de ce courant, on est sur quelque chose de quantitatif. Avec le développement de l'abstention aux élections, on note un engouement autour de la participation citoyenne comme une manière de réenchanter la démocratie. La démocratie participative est un modèle démocratique qui se conçoit comme complémentaire à ce que l'on appelle la démocratie représentative fondée sur l'élection de représentants.

Très concrètement, la démocratie participative se réalise par la démultiplication de procédures et de dispositifs réglementaires qui consiste à impliquer les citoyens suivant différentes modalités que l'on peut distinguer classiquement par rapport au niveau d'impact sur la prise de décision. On parle alors de consultation, de co-construction ou concertation et idéalement de codécision où tous les participants ont le même pouvoir d'influence sur la décision. Je ne vais pas développer cela, car c'est assez classique.

On peut aussi distinguer les dispositifs par niveaux d'implication des citoyens dans le débat qui précède la prise de décision. Par exemple, le référendum est un outil de co-décision par excellence qui permet à un très grand nombre de personnes de prendre part à la prise de décision, mais l'implication des citoyens est très faible au débat. On reste spectateur du débat médiatique, et la participation est faible par l'acte du vote. A contrario, il existe des dispositifs de concertation sur le long terme, comme les conseils citoyens où les gens peuvent être impliqués dans la vie de leur quartier. Ce n'est évidemment pas le cas partout, je ne vais pas entrer dans toutes les critiques de la participation citoyenne institutionnelle, mais il y a évidemment la récupération politique, l'instrumentalisation, le manque de transparence, le manque de représentativité des participants, etc.

### **La participation bottom-up : l'empowerment écologique**

Je vous ai présenté une vision de la participation citoyenne, celle qui est mise en œuvre par les pouvoirs publics (État et collectivités). Dans le langage courant, la participation citoyenne ne renvoie pas seulement à la participation aux affaires communales, mais aussi à beaucoup d'actions issues du secteur associatif ou plus informellement dans des collectifs citoyens. Contrairement à la participation institutionnelle qui part du haut, on est ici dans une dynamique qui part de la base, ce ne sont plus les pouvoirs publics qui proposent aux citoyens de participer, mais ce sont les citoyens eux-mêmes accompagnés ou non par des associations qui s'impliquent sur des sujets qui les concernent ou qui leur donnent envie d'agir, et qui potentiellement vont pouvoir aussi aller interpeller les pouvoirs publics. C'est dans cette vision de la participation citoyenne bottom up que s'inscrit ce que l'on appelle les initiatives de transition écologique ou socio-écologique.

Ces deux visions de la participation, la première qui se focalise sur l'implication sur la prise de décision et la seconde qui se concentre sur la mise en mouvement des citoyens sur leurs propres enjeux ne s'opposent pas nécessairement, elles sont même idéalement complémentaires. Dans ce cadre, la notion d'empowerment est intéressante, car elle permet l'articulation entre les deux visions de la participation. Ce terme est né dans les mouvements sociaux nord-américains dans les années 1960 et apparaît en France dans les années 2000. Il s'agit d'une dynamique d'importation d'un concept dans une optique de renouvellement des pratiques de citoyenneté. L'empowerment est un terme anglais qui n'est pas aisé à traduire. Certains utilisent l'expression développement du pouvoir d'agir, mais cela ne recouvre pas l'ensemble du concept. On peut le définir comme un processus d'acquisition d'un pouvoir individuel et collectif des citoyens. Cela débute par le développement d'une réflexivité sur la place que l'on occupe dans la société et cela débouche sur une volonté de transformer le

monde à son échelle de manière collective. Il s'agit d'un processus qui est censé favoriser le passage à l'action des citoyens tout en ayant des effets d'émancipations individuels et collectifs.

La notion d'empowerment remet en question les deux visions de la participation citoyenne en proposant de les articuler à travers la notion de pouvoir. D'un côté, la participation bottom-up est remise en question dans sa capacité à influencer les prises de décisions politiques. Par exemple, il y a un certain nombre d'initiatives de transition qui décident d'ignorer les pouvoirs publics. Je pense à des écolieux qui vont transformer les choses dans leur quotidien sans s'interroger sur le monde extérieur. Là, la notion d'empowerment met au cœur de la réflexion, la notion de pouvoir et affirme la nécessité de sortir du « bocal local ». De l'autre, la participation institutionnelle est aussi critiquée par rapport au manque d'impact sur la décision. Sans effets sur la décision, la participation peut avoir des effets négatifs : développement d'une frustration, d'une sensation d'être instrumentalisé, pessimisme, renforcement du fossé entre les citoyens et le politique. En l'occurrence, l'empowerment fait référence à des pratiques qui cherchent à impliquer davantage les personnes concernées aux prises de décision, mais non plus dans un processus qui va du haut vers le bas. Il s'agit d'une revalorisation des actions à l'initiative des citoyens qui s'organisent en collectifs, pour influencer les décisions prises en haut, au niveau des institutions et des pouvoirs publics.

### **L'empowerment spontané : le cas des Incroyables comestibles de Montbéliard**

Pour ancrer mes propos, je vais prendre l'exemple des Incroyables Comestibles. Il s'agit d'un mouvement citoyen, né en 2008 dans la ville anglaise de Todmorden, qui a essaimé dans le monde entier et en particulier depuis 2013 dans l'agglomération de Montbéliard. L'idée consiste à investir les espaces urbains délaissés afin d'y installer des parcelles de jardin collectif dont la production est en libre service et gratuit. Du fait que le monde d'action est facile d'accès puisqu'il suffit de poser un bac de légumes devant chez soi, cela se développe assez facilement. Il s'agit d'un bon exemple de mise en mouvement spontanée de citoyens par un investissement dans l'espace public. C'est l'exercice d'un pouvoir d'agir qui se met en œuvre par le bouche-à-oreille physique ou médiatique. À Montbéliard tout part d'une mère et de son fils qui décide de se lancer dans la démarche après en avoir entendu parler à la télévision. On est dans le cas, de personnes sensibilisées qui ont envie d'agir, mais qui ne savent pas nécessairement par où commencer. La découverte du mouvement constitue un déclic. On peut également citer le film Demain qui crée ce type d'effet, à l'instar du collectif Saulieu Demain dans le Morvan qui est né à la suite du visionnage du film.

L'engagement dans le mouvement des Incroyables Comestibles est entièrement subjectif, c'est-à-dire que le cadre est suffisamment ouvert pour que toute personne puisse y exprimer ses envies et sa créativité. C'est pour cette raison que ça se démultiplie facilement. Après c'est typiquement le type d'initiatives qui peuvent rester très anecdotiques, car il y a très peu d'organisation et d'accompagnement des citoyens de la part du mouvement national. L'idée du mouvement est de conserver cette spontanéité, les sites autogérés par les citoyens, l'horizontalité. Les collectifs des IC sont donc très variés et peuvent rester isolés sur leur

territoire. Ce n'est pas le cas des IC de Montbéliard. Ces derniers vont investir des espaces urbains délaissés en dehors de leur lieu de vie. Il s'agit d'une démarche de réappropriation de son environnement proche, mais aussi de l'espace public. Ils développent des liens avec les collectivités et d'autres acteurs de la transition. De ce fait, les IC prennent de l'ampleur en démultipliant les groupes locaux dans l'agglomération.

Les Incroyables comestibles de Montbéliard sont un bon exemple d'empowerment écologique spontané. Des citoyens se mettent en mouvement collectivement à travers des actions concrètes et développent une volonté de transformation de l'environnement en lien avec d'autres acteurs.

### **L'empowerment : un processus d'émancipation individuelle, collective et politique**

J'ai parlé de l'intérêt de la notion d'empowerment qui articule les deux visions de la participation citoyenne : l'implication dans la prise de décision et la mise en mouvement des citoyens. Il y a deuxième intérêt à cette notion c'est de souligner l'importance des effets de la participation sur les participants en termes d'émancipation. Toute démarche de participation a ce type des effets. L'intérêt de la notion d'empowerment est de faire de l'émancipation un objectif central. Cela pousse à aller plus loin dans la participation, vers une implication la plus forte possible.

Le processus d'empowerment articule trois dimensions : l'émancipation individuelle, collective et politique. À l'échelle individuelle, l'empowerment constitue un processus d'acquisition d'un pouvoir sur sa propre vie par le développement de son autonomie et de l'esprit d'initiative, l'apprentissage à la citoyenneté de savoir-faire et de savoir-être, comme la capacité à entrer en dialogue et à changer d'avis, à prendre la parole dans un groupe ou en public, etc. Appliqué à l'écologie, l'empowerment individuel passe souvent par la transformation de ses pratiques quotidiennes. Dans une optique d'empowerment dans sa vision complète, la transformation des pratiques individuelles doit constituer un support pour le développement d'une volonté de transformation sociale. Il ne s'agit pas de limiter sa consommation pour sauver la planète par exemple, mais pour développer son esprit critique par rapport à la société de consommation qui s'insinue dans nos vies et qui fonctionne comme une domination. Ceci constitue alors la base d'une remise en cause de l'ordre établi et d'une volonté de transformation sociale plus globale. C'est la composante politique du processus d'empowerment. Enfin, le processus d'émancipation s'effectue au sein d'un groupe. Il s'agit de renforcer la réflexivité en découvrant la complexité des problèmes par l'interaction avec autrui, la confrontation des opinions et des logiques d'action. La volonté de transformation sociale s'exerce alors concrètement dans la mise en mouvement collective.

Les incroyables comestibles peuvent développer ce type d'effet sur le long terme par la démultiplication des actions et les différentes rencontres et partenariats qu'ils peuvent mener. Majoritairement, ce que j'appelle l'empowerment écologique se réalise de manière diffuse dans les collectifs citoyens. Toutefois, c'est un processus qui peut également se construire lorsqu'il est accompagné par des professionnels de l'éducation à l'environnement ou du développement social local par exemple. Il faut aussi noter que les Incroyables Comestibles

démarrent souvent par le biais de personnes déjà sensibilisées. Si l'on souhaite développer le pouvoir d'agir de personnes éloignées, par exemple les publics précaires, cela peut nécessiter une intervention extérieure pour susciter et accompagner le processus d'empowerment.

### **L'empowerment suscité et accompagné : le cas des Ateliers Nomades**

On peut donc distinguer l'empowerment écologique spontané et diffus, comme dans les Incroyables comestibles, de l'empowerment écologique suscité et accompagné que je vais illustrer avec les Ateliers Nomades. Il s'agit d'une association, créée en 2009 qui vise le développement social local d'un quartier prioritaire de la politique de la ville : Saint-Pantaléon à Autun. 5 animateurs développent une démarche globale d'intervention sur le territoire reposant sur la mobilisation des acteurs et plus particulièrement sur la participation des citoyens autour de projets collectifs concrets. Tout l'intérêt d'une association comme les Ateliers Nomades, c'est qu'elle est ancrée durablement sur son territoire. Elle mène des projets participatifs avec une mobilisation forte des habitants par le porte-à-porte, des diagnostics en pied d'immeuble, mais aussi des actions régulières comme des ateliers de réparation de vélo. Comme son nom l'indique, c'était au départ des ateliers nomades pour aller à la rencontre des habitants dans une démarche d'aller vers. Tout cela permet sur le long terme de créer un climat de confiance entre l'association et les habitants. Une reconnaissance et une légitimité se créent et favorisent la mobilisation des habitants. Une culture de la participation peut progressivement s'ancrer sur le territoire dans un processus d'autonomisation des habitants. Ceci est favorisé par des formations et l'implication des participants dans la gouvernance associative.

Par exemple, les Ateliers nomades gèrent un espace de vie sociale appelé le Cocon. Ce type de lieux comme certains cafés associatifs, certains tiers lieux sont intéressants pour favoriser l'empowerment écologique. Ce sont des cadres ouverts et conviviaux qui mobilisent facilement. Si on ajoute une volonté d'horizontalité dans les rapports entre les participants, ce sont des espaces qui peuvent encourager le passage à l'action. Des valeurs et des idées se diffusent de manière informelle, des liens se créent et les envies individuelles jugées un peu utopiques deviennent possibles par le biais du collectif. Il s'agit là d'exemples d'un empowerment écologique suscité par le cadre proposé, mais pas nécessairement accompagné formellement comme le fait les Ateliers Nomades.

Le Cocon est conçu initialement comme une fabrique d'initiatives citoyennes. À partir d'une méthode de mobilisation, des groupes d'habitants se sont constitués autour de leur envie. Au départ, les habitants se sont mobilisés sur des projets culturels autour de personnes dont la principale motivation était de sortir d'un certain isolement social. L'association est dans une recherche d'équilibre permanente entre une volonté de mener des actions solidaires ou favorables à l'environnement d'un côté et un principe de coconstruction à partir des besoins et des envies des habitants de l'autre. Deux objectifs dont l'articulation ne va pas de soi. C'est-à-dire que c'est parce qu'il y a de la participation citoyenne que l'on va nécessairement sur des projets écologiques. Il s'agit alors pour les Ateliers Nomades de trouver les portes d'entrée des habitants : des enjeux de bien-être, d'alimentation, de mobilité, de sécurité, etc. pour ensuite

les connectés à des enjeux plus larges environnementaux ou de solidarité par une démarche d'éducation populaire non moralisatrice. Ce processus de connexion aux enjeux globaux peut d'ailleurs renforcer l'empowerment en donnant du sens aux projets et aux envies des habitants.

Dans la notion d'empowerment, il y a effectivement cette montée en généralité dans les enjeux. On part de l'environnement proche, mais par une action d'éducation populaire ou d'éducation à l'environnement, il est possible de réaliser un processus collectif d'élargissement des enjeux pour passer sur des projets visant le bien commun. C'est tout l'enjeu aujourd'hui des ateliers nomades qui après 5 ans d'action sur le cocon, se retrouve avec des groupes d'habitants motivé et prêt à mener des actions socio-écologiques.

### **L'émergence d'initiatives par la mise en lien des acteurs de la transition : le cas de l'expérimentation BFC en transition de la DREAL**

Jusque-là je vous ai présenté différentes formes d'émergence d'initiatives de transition, à travers le processus d'empowerment écologique, spontané ou suscité, qui favorise le passage de l'envie diffuse individuelle à l'action organisée collective. C'est de cette manière que je propose de théoriser le phénomène de démultiplication des collectifs plus ou moins formels qui œuvre à la transition écologique sur leur territoire respectif. Souvent ces collectifs développent un sentiment d'appartenance à un territoire. L'une des motivations pour agir étant une volonté de transformation de son environnement proche pour le préparer à des transformations globales, le changement climatique par exemple. La transition écologique s'ancre donc souvent dans une approche territoriale. Les territoires d'intervention sont variés et dépendent de chaque acteur en fonction d'un sentiment d'appartenance, mais aussi de l'évaluation de sa capacité d'action et de son rayonnement. On peut alors présenter la transition écologique comme la démultiplication d'archipels qui peuvent se connecter entre elles pour former des écosystèmes humains prenant des échelles différentes en fonction des lieux. Il y a beaucoup de raisons, comme le manque de moyens financiers, mais aussi des conflits entre acteurs qui viennent limiter la consistance de ces écosystèmes partenariaux.

L'un des enjeux de la transition aujourd'hui, ce n'est pas tant le manque de volonté d'agir, on voit bien avec les marches pour le climat que les volontés se démultiplient, c'est davantage la nécessité d'espaces de croisement des volontés des collectifs pour former des actions encore plus collectives et à des échelles plus larges. Il ne s'agit pas de déterritorialiser la transition. Bien au contraire, il s'agit d'un côté de favoriser la mise en lien d'acteurs ancrés dans leurs territoires pour faire émerger de nouvelles initiatives dans un processus d'inspiration et diffusion. C'est ce qu'on appelle l'essaimage. De l'autre, il s'agit de sortir de ce qu'on appelle le « bocal local ». Comment peut-on croiser les définitions subjectives que les acteurs peuvent avoir de leur territoire pour faire émerger une définition commune d'un territoire d'intervention plus vaste ? L'enjeu est également de décloisonner les différents types d'acteurs vers une transition sociale, écologique et démocratique entre les élus, les citoyens, les entreprises, le secteur social, le secteur environnemental qui a lui-même des sous-cloisonnements entre les collectifs citoyens informels, les groupes militants, les professionnels

de l'EEDD, les grèves des lycéens, etc. Comment casser toutes ses frontières pour faire du commun ?

C'est cet enjeu de mise en lien des acteurs qui constitue le point de départ de l'expérimentation apprenante pilotée par le département démarche de développement durable de la DREAL accompagnée méthodologiquement par l'association InTerreActiV et les chercheurs de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon.

Tout d'abord, un ensemble d'acteurs ont été rencontrés afin de réaliser des fiches de valorisation d'actions concrètes de transition socio-écologique. [Lien vers les fiches](#). Dans les suites de ce travail de repérage et d'analyse des pratiques locales, une expérimentation a été lancée dans la région intitulée « BFC en transition ». L'objectif est d'expérimenter une méthodologie sur trois territoires pour encourager et accélérer la transition socio-écologique

- Par l'interconnaissance et le décloisonnement des acteurs ;
- En donnant à voir les initiatives de transition existantes en Bourgogne-Franche-Comté ;
- Idéalement, en faisant naître des projets concrets de transition dans les territoires ou tout du moins en lançant une dynamique.

L'objectif est également de tirer des enseignements réflexifs à l'échelle de la région pour éclairer les acteurs. Concrètement, nous avons décidé d'organiser deux forums participatifs de croisement des savoirs entre citoyens, associations environnementales, associations du secteur socio-culturel, élus, agents de collectivités, chercheurs, entreprises, et cela sur deux thématiques : la participation citoyenne à Vandoncourt et l'articulation entre le social et l'écologie autour de l'expérimentation territoire zéro chômeur, dans la Nièvre à Prémery. Pour élaborer ces deux forums, nous avons organisé deux temps avec quelques acteurs du territoire : un premier temps de brainstorming sur le thème sélectionné et un second temps de recueil des besoins sur la rencontre.

Les acteurs en question pour la rencontre de Vandoncourt sont : Pays Montbéliard Agglomération, la commune de Vandoncourt, la Maison de l'Environnement du Territoire de Belfort, la DDT 90, Vergers vivants, Trajectoires ressources, la cinquième dimension, France Nature Environnement, Gaia Energie et Permakids.

Ensuite, nous organiserons un troisième forum participatif, cette fois-ci régional, le 4 décembre sur la thématique de l'essaimage des initiatives citoyennes. Il s'agira d'un temps de restitution et de capitalisation sur l'expérimentation de Vandoncourt et de Prémery. On invitera également d'autres acteurs de la région afin d'élargir la dynamique et réfléchir ensemble sur la suite.

Il s'agit donc bien d'un processus régional avec plusieurs étapes. Je vous ai présenté les objectifs du projet pour nous la DREAL, la MSH et InTerreActiV. Mais nous n'avons pas prédéfini d'objectifs territoriaux pour Belfort Montbéliard, notre idée est de proposer un espace de rencontre entre les acteurs, de susciter une dynamique. Les objectifs locaux et les suites de cette rencontre sont donc à construire ensemble.